



la jeune république

organe du socialisme personaliste

LA DROITE A DREUX UN NOUVEAU COUP DE SEMONCE

Le 11 Septembre 1983, la droite tout entière a marqué des points aux municipales de Dreux. C'était un 11 septembre mais en 1789 que les partisans d'un monarque despotique se groupèrent à la droite du président de l'Assemblée Constituante. Les termes de droite et gauche ont reçu depuis près de deux siècles des définitions variées. Il est connu que ceux « qui ne font pas de politique », ou réduisent les problèmes de gouvernement à des applications du progrès technique, votent à droite.

La droite le plus souvent "honteuse" depuis la Libération, s'affiche aujourd'hui, notamment sur les murs du métro parisien, à l'occasion du lancement d'un hebdomadaire. Elle se proclame "tranquille". Il se trouve que ma famille ayant accueilli, vers 1934, une étudiante en médecine, communiste et juive, chassée par les hitlériens, la symptomatologie de cette "tranquillité" et son pronostic m'ont été enseignés de bonne heure.

La crise économique — récession, inflation, chômage — noircit le fond de tableau : L'histoire, bien sûr, ne se répète pas. Les acteurs s'adaptent à l'époque.

Plus douloureux que violents, en raison de la législation pénale, ils pratiquent plutôt l'insinuation que l'invective. Avant la guerre, l'idéologie maurrassienne investissait de larges secteurs de la bourgeoisie et influençait une partie du clergé. Pour elle, l'église institutionnelle incarnait une sorte de mythe gallo-romain fondé sur un ordre stratifié et hiérarchisé.

Depuis les années 60 et Vatican II, l'Eglise romaine connaît une délatinisation, avec une prise de conscience plus vive de ses racines juives et une implantation dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine, où elle prend parti en faveur des plus pauvres. Cette double dimension — temporelle (judéité) et spatiale (Tiers-mondisme) — donne sa pleine acceptation à la catholicité, juifs et nations formant une universalité.

Devant cet approfondissement et cet élargissement du catholicisme, la Nouvelle Droite raciste se démarque du maurrassisme et passe à l'exaltation d'un phantasme germano-celte épuré de toute contamination d'une morale, qui accorde des droits égaux à l'étranger, au marginal, à l'handicapé et prêche la maîtrise des instincts.

Un récent débat, à la télévision, opposait, au cours d'une émission littéraire, un architecte à l'esprit pratique mais enthousiaste, un cinéaste au ton mesuré, un philosophe d'expression tourmentée mais généreuse à un académicien unissant par ses propos et ses silences un "complexe de César" et un gros bon sens de B.O.F., ainsi qu'au directeur d'un quotidien de Paris, dont les lèvres pincées et le regard hautain traduisaient, hélas, condescendance et hargne. Bref, la gauche et la droite, ça existe. Je les ai rencontrées d'abord sur des visages.

Les forces sociales et les intérêts qui ont juré de saborder les réalisations et les plans du gouvernement, en exploitant les difficultés et les tensions du moment, agissent, en se radicalisant, à l'échelle du pays.

Ce n'est pas Françoise Gaspard, auteur d'un mémoire universitaire sur la Jeune République, qui nous démentira. Les habitants de Dreux lui ont reproché de trop s'attacher au sort des étrangers. Pour la punir, ils ont désavoué les candidats de la liste de gauche. D'autres consultations électorales se préparent. Aux Français, de se réveiller à temps !

Claude-Roland SOUCHET

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2196

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
salaires de 3 000 F	300 F
4 000 F	400 F
5 000 F	500 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 40 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71



SI L'ON NOUS ÉCOUTAIT ENFIN

Il paraît que les intellectuels sont silencieux. C'est du moins le porte parole de la Présidence de la République qui l'a dit. A quelques semaines du congrès du Parti socialiste. Du coup, les médias se sont emparés de l'affaire comme d'un "scoop" sur deux colonnes à la une, entre un Boeing disloqué et un Liban écartelé.

« Seul le silence est grand, tout le reste est faiblesse », écrivait Alfred de Vigny dans "La mort du loup". A-t-on bien compris ce "sauvage voyageur" qu'est l'intellectuel contemporain, coincé entre les dures réalités qui le contraignent, comme tout un chacun, à gagner sa croûte, et la nécessité de se plier aux "contraintes techniques" imposées par les supports modernes de diffusion ? Je n'en suis pas certain.

La fatalité, dans l'art de gouverner, est de ne pas tenir compte des enseignements de l'Histoire. J'ai pris le train en marche de l'engagement politique au moment de la guerre d'Algérie. Les Socialistes partageaient le pouvoir avec les Radicaux et le MRP "chrétien". Un socialiste était gouverneur à Alger. Les Communistes n'étaient pas au gouvernement, comme certains voudraient que cela fût aujourd'hui. Impossible de dire alors : « c'est la faute aux communistes ! » Il était déjà loin le temps béni où un certain Mendès France avait mis un terme à la guerre d'Indochine. En acceptant la division en deux de deux Etats d'Indochine sur trois.

L'armée française guerroyait au Maroc, en Tunisie, en Algérie comme elle marque les coups aujourd'hui au Liban, au Tchad, hier au Congo. En Algérie, l'armée des socialistes défendait la présence française. Un général porté au pouvoir par des putschistes d'extrême droite décida son retrait.

Que font aujourd'hui nos soldats dans ces guépiers que sont le Liban et le Tchad, plus divisés que jamais ? Ils participent à une "mission humanitaire". Au nom de la raison d'Etat. Sous les gouvernements précédents, la Gauche eût crié au loup et dénoncé une aventure néo-coloniale. Aujourd'hui, il s'agit de "défendre la paix et la sécurité des peuples". Avec quels partenaires ? Au Liban, de prétendus "chrétiens" qui, organisés en milices guerrières, passent le plus clair de leur temps, avec l'aide massive des Etats-Unis et d'Israël, à croiser le fer avec d'autres clans — Druzes, Chiites, Palestiniens et j'en passe, soutenus par la Syrie et l'URSS. Au Tchad, aux côtés d'un Hissène Habré, sudiste émigré du nord, aidé par Washington, naguère violemment anti-français et garde-chiourme de Madame Claustre. Contre qui ? Contre l'allié d'hier Goukouni Weddeï, un

authentique nordiste celui-là, qui a eu sans doute le grand tort de réclamer l'aide d'une Libye dont il avait obtenu le retrait pacifique en 1981, au temps où il était au pouvoir à Djahmena.

Que va faire l'armée française dans cette galère, sinon jouer la carte de la guerre froide et, sans couvert de pacification, faire le lit de la division du monde en deux blocs hostiles ? La France socialiste d'aujourd'hui va-t-elle s'engluier militairement au Moyen Orient et en Afrique comme elle s'est laissée embourber en Algérie dans les années cinquante ? Le but recherché par les deux superpuissances est d'affaiblir tout ce qui va à l'encontre de leurs desseins hégémoniques. En contraignant l'armée française à se disperser aux quatre coins de la planète, les Etats-Unis aussi bien que l'URSS ménagent sur la scène européenne un dangereux vide. En acceptant de vendre au colonel Khadafi une panoplie d'armements aussi sophistiqués les uns que les autres, la France a donné au chef de l'Etat Libyen l'occasion de les utiliser contre ses propres troupes, avec la bénédiction conjuguée de Moscou et de Washington.

Lorsqu'elle était dans l'opposition, la Gauche du programme commun s'était engagée à « suspendre les livraisons d'armes aux gouvernements qui les utilisent contre leurs peuples » et à « dénoncer les accords qui engagent la France à intervenir militairement à la demande des Etats de l'ancienne communauté ». Le Parti socialiste en particulier dénonçait la politique qui « s'efforce d'y constituer (en Afrique) des chasses gardées à leur profit » et d'y maintenir « au besoin par la force (Tchad, Gabon) des potentats autoritaires à leur solde ». (Programme de gouvernement du P.S., Ed. Flammarion).

Sur un plan général, la même source spécifiait : « la situation se modifie de telle sorte que la garantie de sécurité résultant de l'équilibre des blocs apparaît de moins en moins efficace... On peut craindre à cet égard que l'appartenance à l'Alliance atlantique ne comporte, pour la France, malgré son retrait de l'OTAN, des risques non négligeables ». Rejetant « la pérennité des pactes militaires et l'équilibre de la peur comme moyen de maintenir la paix de manière durable », l'action des socialistes « se fixera comme but la dissolution simultanée du Pacte de l'Atlantique et du Pacte de Varsovie, ainsi que des alliances militaires bilatérales nouées au sein de chacun de ces blocs ».

Toujours selon la même source, le "gouvernement de la gauche" se fixait pour objectif de « rompre la course aux armements et au commerce international

par Gérard Brissé
Secrétaire Général Adjoint

des armes ». La France « reconsidérera en son ensemble la politique actuelle d'exportation d'armements et prendra des mesures de reconversion nécessaires ».

Dès son accession au pouvoir, « le gouvernement de gauche devra prendre la décision d'interrompre la construction de la force de frappe. Cela se traduira par l'arrêt des expériences nucléaires et l'adhésion de la France aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires ».

Le programme socialiste s'engageait également à réformer le service militaire, à le limiter « au minimum indispensable selon les besoins de l'instruction, de quatre à six mois. Ainsi sera supprimé le scandaleux gaspillage économique et humain que constitue actuellement cette institution ».

Enfin, il était dit et écrit que le gouvernement de gauche s'attacherait « à constituer une défense populaire dont les progrès iront de pair avec ceux de la construction socialiste ».

Dix ans plus tard, que font les socialistes au pouvoir ? Ils prennent le contre-pied de leurs engagements électoraux antérieurs. Ils en viennent à appliquer une ligne politique que ne désavouerait pas un gouvernement de droite ce qui — ô ironie du destin — fait monter au pinacle la courbe de popularité d'un Raymond Barre...

La logique du cœur et de l'esprit, voire la logique tout court, voudrait, pour ce qui nous concerne, que nous entrions dans l'opposition. Une opposition au sein de la gauche, de la majorité, pour crier notre souffrance et notre désarroi — et portant notre espérance. Car ce que nous avons relevé à propos des problèmes de défense et de relations extérieures pourrait tout aussi bien s'appliquer à la politique intérieure.

Mais nous sommes conscients de nos responsabilités à cet égard : susciter une force d'opposition, ce serait immanquablement, dans le contexte actuel, faire le jeu des adversaires du régime, d'une droite musclée dont le gouvernement serait bien pire que l'actuel.

Telle est, M. Max Gallo, la raison profonde du silence des intellectuels, et plus particulièrement des intellectuels socialistes. Ils ne veulent pas prendre le risque d'étaler sur la place publique ce qu'ils ressentent et disent en privé.

Alors de deux choses l'une : ou bien on permet à ceux qui, comme nous autres à Jeune République, ont depuis longtemps un autre projet pour la France, longuement médité et mûri, de s'exprimer et d'agir publiquement, dans le cadre de la majorité actuelle. Ou bien les tenants du pouvoir s'enferment dans leurs contradictions, dans leur volonté de gouverner seuls — et nous continuerons à dériver vers une situation imprévisible extrêmement préjudiciable et pour la majorité et pour l'avenir du pays.

POUR UNE AGRICULTURE FRANÇAISE COMPÉTITIVE ET PERSONNALISTE

LE BILLET DU PRÉSIDENT

Louis Perrin

Ce n'est un secret pour personne : l'âpreté de la concurrence mondiale et européenne dans ce domaine. Des lois et des aménagements, sur le plan européen, atténuent cette concurrence, sans toutefois la supprimer car les pays à monnaie forte sont favorisés.

Bien que la C.E.E. soit devenue un grand exploitateur de produits agricoles, pour développer cette "force de frappe économique", il faut que les prix pratiqués dans la communauté se rapprochent progressivement des prix mondiaux.

Et la France, dans tout cela ? Si elle est défavorisée par une inflation trop importante par rapport à ses voisins, elle est favorisée par sa surface agricole, la variété et la richesse de son terrain agricole.

Pourtant, l'agriculture française ne se sauvera que par le mouvement coopératif volontaire. Ce mouvement devra organiser à tous les stades de la production, la transformation, la commercialisation de ses produits. Heureusement, il y a des initiatives de ce genre par-ci, par-là, mais ces îlots sont encore trop limités. Il faut établir des chaînes courtes dans le domaine de la distribution en relation directe avec les grandes surfaces et les comités d'entreprises d'industries assez importantes.

Pour obtenir ces résultats, je l'ai déjà mentionné à plusieurs reprises dans la Jeune République, il faut, par des incitations pécuniaires gouvernementales, et une propagande adaptées que la propriété foncière soit convertie en titres échangeables, ce qui aurait dû d'ailleurs être fait pour les nationalisations récentes, avec un délai de remboursement. Il n'est pas question de supprimer la propriété. Nos paysans se seraient arrachés les yeux de la tête, et nous avons l'exemple de l'U.R.S.S., à ne pas copier dans ce domaine.

Notre histoire, notre mentalité, notre éducation, nos structures agricoles ne nous permettent pas non plus de copier les kibboutzim d'Israël, qui relèvent de la philosophie égalitaire. Même dans la propriété collective, il ne pourra y avoir l'égalité puisque, au départ, les surfaces foncières converties en titres ne seront pas égales.

Avant la distribution des bénéfices d'exploitation, il est bien évident que la propriété en titres devra être rémunérée par un intérêt à fixer. L'exploitation agricole ne sera même plus au niveau communal mais inter-communal : les bâtiments agricoles seront transférés dans des unités à frontières naturelles ou artificielles (bois, routes, lignes de chemins de fer, etc.) et les terrains en question, appartiendront à plusieurs communes.

Une grande partie des habitants de nos campagnes étant toujours un brin paysan dans l'âme, on pourrait même aller plus loin. Pour ceux qui voudraient travailler à mi-temps dans les industries ou entreprises environnantes et à mi-temps dans les exploitations agricoles.

Cette organisation permettrait de libérer des emplois. Il pourrait ne rester que très peu d'agriculteurs à temps plein, juste les coordinateurs nécessaires pour le travail en équipes. Il est bien entendu que ce genre d'agriculture intéressera très peu les betteraviers, les céréaliers de la Beauce, encore que leur personnel salarié pourrait aussi, être à mi-temps dans l'industrie et l'agriculture.

Je pense que ces idées sont le germe d'une agriculture française compétitive pouvant arriver à s'aligner sur les prix mondiaux.

Pour la personne et les familles, cette organisation donnerait une sécurité alimentaire et pécuniaire. Il est bien entendu que tous les coopérants, que ce soit par le bien foncier, où le service rendu, bénéficieraient des produits agricoles à leur prix de revient.

Dans un prochain article, je développerai les bienfaits de cette organisation sur le plan humain, avec nos objectifs de la Jeune République. Le socialisme personneliste s'applique sur le plan individuel, familial, de la micro-société à la macro-société.

(à suivre)

OFFREZ UN ABONNEMENT A VOS AMIS

“CHOSSES ENTENDUES”

Jacques-Paul Richard

L'auteur de ces lignes ne se prend pas pour Victor Hugo, mais il a assisté à des faits qui auraient pu inspirer l'auteur de "Choses vues". De tout ce qu'il a appris aux Pays-Bas en juin 83, au Congrès de l'Internationale des médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (I.P.P.N.W.) qui groupe 50 000 médecins de 40 pays avec représentation au plus haut niveau de la profession, le mot qui lui demeure le plus présent est celui d'un spécialiste américain des "computers". Ces ordinateurs analysent en permanence les données transmises par tous les moyens d'observation : satellites, radars, sonars. « Nous nous trouvons parfois sur nos écrans devant des données incompréhensibles et ininterprétables ».

Le premier gougeat venu est à même de conclure quant au risque permanent, et encore accru en périodes de tension. Pourquoi pas les grands responsables ?

N'y-a-t-il pas de quoi frémir en constatant que l'on s'achemine vers des processus de plus en plus automatisés et vers un rapprochement extrême des fusées de portées diverses.

Le 6 septembre, on publiait que la réplique aux Pershing et aux Cruise serait l'installation de fusées en R.D.A. Ce renforcement de la concentration justifie l'expression de "masse critique" et montre bien que la solution n'est assurément plus dans cet affreux jeu de miroirs de la force brandie, crise mimétique aigüe, dirait René Girard.

LES ULTRA VIOLETS OUBLIÉS

Entendre aussi, devant les médias, puis en commissions de travail les professeurs ABRAMS et WESTING, (HARVARD) décrivent les effets sur la biosphère d'un échange nucléaire stratégique (on sait que le concept de guerre nucléaire "limitée" est très inconsistant). Parmi tous ses effets il en est un particulièrement impressionnant car, à l'origine, il avait été oublié par les concepteurs de programmes stratégiques, celui sur la mince couche d'ozone stratosphérique qui filtre les rayons U.V. de la bande B (biologiquement actifs).

L'explosion atmosphérique de 1 mégatonne transforme 5.000 tonnes d'air en oxydes d'azote qui, propulsés vers la stratosphère alterneraient (de 30 à 70 % pour un échange à grande échelle) ce filtre. Conséquences : cancers cutanés, altérations visuelles, destruction

imprévisible de 20 % des végétaux surtout les conifères et altérations génétiques de nombreuses plantes nutritives : blé, riz, betteraves, haricots, etc., prolifération intense de végétaux indésirables, prolifération non maîtrisable d'insectes ; destruction de 20 % des planctons, donc de nombreuses espèces de poissons.

Tout en sachant cela, on continue à parler de sanctuaires, de frontières sacrées. Il aura fallu que l'on soupçonne un début d'effet sur ce filtre, à partir des rejets de réacteurs pour que l'oubli donne lieu à études de la part des milieux militaires.

HÉSITATIONS ET LUMIÈRES

Au congrès : deux interventions majeures à visée éthique : celle de Mgr MAHONY, Evêque catholique en Californie, qui a résumé l'admirable travail des évêques américains. Il avait cité cette phrase de Jean-Paul II à l'O.N.U. en novembre à l'O.N.U. en 82. « Dans les conditions actuelles, la dissuasion fondée sur l'équilibre considérée non comme une fin en soi, mais comme un pas en direction d'un désarmement progressif, peut être considérée comme moralement acceptable. Toutefois, afin d'assurer la paix, il est indispensable de ne pas se satisfaire de ce minimum qui expose toujours au danger réel d'explosion ».

A la question adressée en tête-à-tête : « cette citation n'est-elle pas une dangereuse porte ouverte à des échappatoires infinies alors que les risques s'accumulent, Mgr MAHONY m'a répondu : « dans notre esprit, cela n'est plus valable que pour un temps très court ».

A ses côtés, le Professeur WEISSKOPF, physicien, un des directeurs du Massachusetts Institute of Technology, faisant entendre la voix des non-croyants. Voici ce qu'il m'a confié en tête-à-tête :

« Devant l'échec des politiciens face à ce problème, je ne vois plus d'espoir, moi qui suis athée, que dans le travail des églises (qui m'impressionne) et dans celui des grandes associations professionnelles, celle-ci au premier chef ». Et d'ajouter : « pour avoir travaillé au sein de l'Académie pontificale, je puis témoigner de la manière la plus directe que le pape souvent taxé d'avoir freiné les évêques américains, les a, au contraire, stimulés ».

Logiquement donc, on devrait voir la position de l'Eglise catholique s'affermir encore.

LA BOMBE, CE N'EST PAS TOUT HÉLAS

Comme, au retour, je cherchais à obtenir l'appui d'un savant hématologue, membre de l'Académie Française, pour développer cette grande association dans notre pays, j'ai reçu cette réplique : « Le problème que vous posez est d'une très grande importance et d'une extrême difficulté. La guerre nucléaire est redoutable, mais elle n'est pas la seule guerre qu'il faille proscrire. Les guerres bactériologiques et les guerres fondées sur les applications du génie, génétique qui se préparent sont aussi périlleuses ».

Depuis l'assassinat des passagers du Boeing sud-coréen, on sait encore mieux à quoi s'en tenir sur la volonté des militaires dans le système de Moscou de surclasser les politiques. Si un jour l'opinion oblige les gouvernements à ne plus marcher dans l'escalade, il faut savoir que ce sera prendre un risque.

Ce ne sont sans doute pas les soviétiques qui peuvent faire un réel premier pas ; ils sont trop enfoncés dans la soumission à l'autorité ; donc il faut que ce soit nous, les yeux grands ouverts sur les risques bien réels.

De toutes façons, ce serait une terrible illusion de croire que l'on puisse sortir d'une crise comme celle du monde actuel sans payer un prix considérable et sans viser très haut dans un profond renouveau spirituel. N'ayons garde de mésestimer l'aperçu qu'en donnent les jeunes pour la vie !

Ces lignes sont écrites au 37^e jour de leur jeune héroïque.

« Assumez-vous les uns les autres », dit Robert Hossein, « si vous avez peur de dire aimez-vous les uns les autres ». Si ce qu'on veut défendre, c'est seulement l'avoir des riches et non pas l'être profond des pays démocratiques, alors, disons le carrément : c'est perdu d'avance. Si c'est l'être, n'ayons pas une peur paralysante ; une nomenclature qui se lancerait dans l'aventure s'y perdrait.

A nous de choisir. De toutes façons. L'affrontement qui s'annonce sera celui de l'être contre l'avoir et ce l'est déjà.

Erratum : Une coquille avait dénaturé une phrase de mon précédent article (J.R. de JUIN 83). Au lieu de « Qu'importe à Regan et aux siens », ils ont résolu d'exterminer l'U.R.S.S. Il fallait lire : « exténuer »

DE L'HOSPICE DE LA CHARITÉ A L'HÔPITAL GÉRIATIQUE

Jean Pralong

300 ans de l'histoire hospitalière à Saint-Etienne (1) tel est le titre d'un ouvrage dont les auteurs sont : notre camarade

Jean PRALONG, Vice-Président du Parti de la Jeune-République, Administrateur honoraire du C.H.U. de Saint-Etienne, ancien Président de l'Union hospitalière du sud-est.

Yves DELOMIER, Chef de service de l'Hôpital gériatrique du Centre Hospitalier régional et universitaire de Saint-Etienne, Président de l'Office Stéphanois des personnes âgées.

En rédigeant cet ouvrage, les auteurs se sont placés dans l'attitude prospective chère à Gaston Berger.

Dans la première partie, histoire de la Charité, 300 ans de vie hospitalière à Saint-Etienne, Jean PRALONG brosse un tableau historique de l'Administration hospitalière qui est, bien entendu, parfaitement imbriquée dans celle de la ville de Saint-Etienne, le plus vieux bassin houiller de France, dont l'exploitation a permis le développement industriel de la ville, troisième paroisse de France après Saint-Eustache (Paris) Saint-Nizier à Lyon, qui a amené ces populations des Monts du Forez, du Lyonnais, au XVI^e siècle, ce qui n'a pas été sans créer d'importants problèmes, sociaux, économiques, politiques. Un portrait du curé Guy Volombet, d'une famille de légistes, d'hommes d'armes à Saint-Amour (Jura) qui, après avoir enseigné au collège de Bourgogne, alla à la Cour de Louis XIV, prêcher devant Henriette de France, exigeante dans ce domaine, pour venir dans cette ville de Saint-Etienne, ville ouvrière

en pleine expansion, qui commençait sa révolution industrielle, fonda la Charité au XVII^e siècle, les premières écoles gratuites pour le peuple, le refuge des filles-mères, organisa un véritable Centre d'apprentissage pour les filles et les garçons orphelins.

Etude d'une grande portée historique qui reflète parfaitement la vie spécifique des siècles passés à Saint-Etienne. Les nombreuses sources des archives hospitalières comme des archives départementales viennent étayer cet important travail.

Dans la deuxième partie : Le Centre de gériatrie, le Dr DELOMIER traite de l'évolution contemporaine de 1950 à aujourd'hui. L'auteur développe ce que doit être la gériatrie et parle de l'aventure de la mutation entreprise et qui se poursuit "pour le bonheur de vivre et celui de voir vivre".

Des chapitres intéresseront beaucoup de ceux que préoccupent les problèmes des personnes âgées dont le nombre va croissant.

Des solutions sont proposées sur la place qui doit être celle de l'hôpital dans la ville. Comme l'expose P. BANDELIER, Directeur général du C.H.R.U. de Saint-Etienne (...) « Dans les années qui viennent, allons-nous, dans la mesure de l'économie nationale entreprendre des transformations nouvelles des locaux et des techniques, ouvrir encore des lits de médecine active, développer nos consultations, continuer et augmenter encore l'animation ».

« Si les besoins évoluent, il faudra savoir innover ».

LE SOCIALISME PERSONNALISTE EST UN OPTIMISME

POUR TOUS LES HOMMES ET POUR TOUT L'HOMME

FRANÇOIS
MITTERRAND



LA VOIE DE L'EFFICACITÉ ET DU RÉALISME

Gérard Brissé

Le Président de la République a réalisé le 15 septembre dernier la meilleure prestation télévisée depuis le début de son septennat.

La grandeur d'un homme d'Etat est de savoir discerner ce qui, dans la gestion des affaires publiques va bien, ce qui fonctionne moins bien et dans cette dernière hypothèse, de redresser la barre.

Manifestement, notre système fiscal est inadapté aux impératifs de ce temps.

Il y a une contradiction flagrante à faire verser par la collectivité publique des salaires et des allocations diverses aux citoyens et à demander à ces derniers d'en reverser une partie à l'Etat.

De même, on demande aux entreprises d'embaucher, donc de verser plus de rémunérations, mais on les pénalise par le truchement de la taxe professionnelle : le comble de l'incohérence et du gaspillage.

Il faut réformer en profondeur notre système fiscal. Le Chef de l'Etat l'a bien compris, comme il a su évaluer à sa juste mesure l'impact de la révolution technologique sur le chômage.

De cela, il n'a pas encore tiré toutes les conséquences, mais sa démarche va dans le sens des mesures que nous préconisons depuis plusieurs années.

G.B.

LA FRANCE POUR VIVRE A BESOIN D'UNE GRANDE AMBITION ET D'UN GRAND DESSEIN

par Roger Vinel

Conseiller Municipal

en ces termes, Robert BORDAZ, Président du Comité pour l'Exposition Universelle, ancien Président du Centre Pompidou exposé, à l'émission de 13 h de TF1, le 6 Juillet, les raisons qui justifient l'Exposition Universelle de 1989 à Paris et dit sa tristesse qu'elle n'ait pas lieu, après les adhésions enthousiastes qu'il venait d'obtenir dans de nombreux pays étrangers.

Un Ministre, Jack Lang, n'écrivait-il pas, la veille, que l'Exposition faisait rentrer la France de plain-pied dans le XXI^e siècle ? Cette exposition prévue pour fêter le bicentenaire de la Révolution aurait été évoquée et annoncée par François Mitterrand lors de la conférence de presse télévisée, le 24 septembre 1981 : « Au travers de cette exposition, c'est le chantier ouvert à l'imagination, à l'ouvrage d'art, à l'artisanat, aux humbles et grands métiers, à tout ce qui permet à la France de se sentir plus jeune » aurait déclaré le Président de la République.

La jeunesse, en apprenant l'abandon de ce magnifique projet sera déçue. M. Chirac, après avoir dit "oui" puis "oui, mais" enfin un non définitif, est responsable de cet abandon. Le Chef de l'Etat, respectueux de la volonté des élus de Paris (ou de leur majorité) vient de renoncer à ce projet de l'espérance. Onze milliards de dépenses étaient prévus mais on en attendait 32 millions de

visiteurs avec la prévision d'un programme de grands travaux (Parc de la Villette, Opéra, Bastille, Ministère des finances à Bercy) et le projet d'exposition.

Nous aurions souhaité quant à nous « le plus urgent de ces gestes d'urbanisme qui est d'unir d'une façon visible et presque spectaculaire, le plateau des Halles ou Plateau BEAUBOURG en créant dans son axe, l'indispensable vie piétonne en plein jour », ainsi que l'a écrit mon ami Philippe Serre, ancien ministre, dans le Monde du 1^{er} Mars 1977.

Que d'espérances déçues depuis Mai 1981, par le barrage d'une opposition qui oublie son action passée et qui brûle aujourd'hui ce qu'elle adorait hier.

De nombreuses réalisations sur le plan social, dont j'ai souvent parlé dans ces colonnes, ont été effectuées. Le soutien de la France au Tiers-Monde a été marqué par l'action courageuse au Ministère de la coopération, d'un ministre prestigieux, Jean-Pierre COT.

A Belgrade, récemment encore, la France a obtenu le respect de la convention de Lomé.

Enfin le soutien profond de la France au peuple polonais a sûrement contribué au succès du pape Jean-Paul II en Pologne pour la liberté syndicale et le respect des droits de l'homme.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner à La Jeune République
villa n° 6 — 9, Bd J. Mermoz — 92200 NEUILLY (Hts-de-Seine)

NOM et Prénom

Adresse

verse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS

au titre de participation à la souscription pour le journal.

Date et Signature,

Dans notre courrier

GIRONDE

J'ai appartenu à T.C. dans les années 47 jusqu'à la fusion avec F. Mitterrand dans la Convention des Institutions Républicaines. Je suis et je reste au nouveau Parti Socialiste. Je suis membre du C.E.R.E.S. Je ne puis être présent dans deux partis politiques, mais, si à la fin de cette législature c'est l'échec de la gauche, je terminerai donc à la J.R. Je vais lire avec attention les deux journaux que tu m'as adressés et peut-être à bientôt.

J.G.

YONNE

Un petit mot avant de me retrouver dans le tourbillon de la rentrée.

J'ai apprécié, dans le dernier numéro de la J.R. ce qu'a écrit Gérard BRISSE au sujet de la non-violence et de la construction de la paix. Je me suis, il y a quelques mois abonnée à "Non Violence Politique" dont je rejoins totalement les positions. Je suis heureuse que la J.R. adopte également ces positions en faveur de l'étude concrète des moyens de travailler à la sécurité des peuples autrement que ce suramusement insensé.

Cet été, nous avons (un petit groupe d'Aillantois seulement) accueilli les marcheurs de la Paix. Ils peuvent passer pour de doux rêveurs si l'on fait abstraction de la dimension religieuse : prières et repentance du pilote d'Hiroshima et de ses compagnons de route, interpellation des églises et de leurs chefs, pour qu'elles usent davantage de leur autorité en faveur de la paix. A la faveur du congé du mercredi, les jeunes étaient sur la route à leur rencontre avec des pancartes. Occasion de discussions aussi avec les gens du pays acquis à ce genre d'action.

Sans doute il importe qu'un mouvement pacifiste vrai, se manifeste dans les pays de l'Est. Je constate toujours autour de moi, avec regret le désintérêt des gens, particulièrement des jeunes pour les formations politiques. Les meilleurs préfèrent agir sur d'autres plans où ils risquent tout de même de découvrir la dimension politique.

Monique BURAT

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

Renouvelez dès aujourd'hui
COTISATIONS
ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS
VOLONTAIRES

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92 - NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71



DE LA DISTINCTION A LA DIFFÉRENCE

Claude-Roland Souchet

notre civilisation urbaine subit un désarroi idéologique.

De haut en bas de la pyramide sociale, chacun le traduit à sa manière.

En une trentaine d'années, les mœurs ont évolué. La diffusion de l'informatique et de la pilule n'explique pas tout. L'impôt sur les Grandes Fortunes ne va pas précipiter la chute de la bonne bourgeoisie, dont le déclin paraît s'accroître.

Les classes moyennes se sont longtemps signalées par le souci de la distinction. Elles voulaient sortir du milieu populaire et ressembler aux bénéficiaires de la fortune, de la culture et de cette simplicité raffinée qui caractérise le bourgeois de bonne race. Cette imitation a fait fleurir le snobisme. Il existait une certaine manière d'enrubanner son appartement ou la boutonnière de son veston, comme de porter à la bouche les aliments avec une fourchette, qui révélait une appartenance de classe, point tellement au sens marxiste, plutôt "avoir de la classe".

A cette distinction souvent décrite, a succédé, de nos jours la passion de la différence. Faites la différence, suggèrent les publicitaires. "La petite différence" évoquée par Freud n'est pas étrangère à cette recherche de la singularité. Nos contemporains se soucient moins de s'élever socialement selon des apparences flatteuses que de sortir de l'anonymat. Ils ne veulent pas être confondus. Ils souhaitent émerger de la masse.

Ce processus témoigne d'une inquiétude : la poursuite de l'identité et, plus avant, de la communication. La télévision, c'est bien. Trop de télévision et nous sommes changés en poissons rouges, le nez contre le bocal. Tous pareils, dans une solitude hébétée.

En mettant l'accent sur la personne, le socialisme personnaliste descend au niveau des problèmes inter-personnels, c'est-à-dire du sujet parlant. La libre expression par le langage exclut toute forme de totalitarisme, ouvre et nourrit un dialogue d'autant plus riche que les interlocuteurs sont différents. Sentiment et sensation de plénitude ne naissent jamais que d'une relation réussie, où chacun se sent davantage soi-même.

Le gouvernement a pris des initiatives pour développer la vie des associations, notamment par la création à Paris, Marseille et Lyon, de comités d'initiative et de consultations d'arrondissement, qui participent avec le conseil d'arrondissement à l'animation des quartiers. Cette loi du 31 décembre 1982, récemment mise en application, doit intensifier la participation des citoyens aux affaires publiques, à partir de la très grande diversité des associations.

Au distingué Jockey-club se substituent différentes associations, qui doivent aider chacun à affirmer sa spécificité, pour mieux coopérer à l'œuvre commune.

C.-R. S.

NON AUX MISSILES, OUI A LA PAIX

Marcelle Leconte-Souchet

J'ai participé, tant en mon nom personnel que comme membre du Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE, à la marche pour la PAIX, de la Nation à Vincennes, le 19 juin dernier, en fidélité à l'attitude de Marc SANGNIER qui a lutté de toutes ses forces contre la guerre, dans les années 1937-1939. Aujourd'hui, il faut sauver l'humanité de la guerre par missiles.

D'une même voix, nous avons dit NON A L'HOLOCAUSTE NUCLÉAIRE.

Il faut, de toute urgence négocier pour un désarmement général et contrôlé.

Il faut entamer le processus de renoncement général contrôlé et simultané.

La Jeune République s'affirme contre toute force de frappe nationale, multinationale ou bipolaire.

LA DÉMOCRATIE

EST

L'ORGANISATION

SOCIALE

QUI TEND

A PORTER

AU MAXIMUM

LA CONSCIENCE

ET

LA RESPONSABILITÉ

CIVIQUE

DE CHACUN

Marc Sangnier